

	Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: EUR 20 000 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE EUR 20 000 000			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion directe par : - Subventions - Marchés publics Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.4			

1.2 Résumé de l'action

L'action se situe dans un contexte de fragilité extrême avec des crises sécuritaires récurrentes, malgré le retour à l'ordre constitutionnel en 2016 et la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) en février 2019. Il s'ensuit que la RCA reste l'un des pays dont l'indice de développement humain du programme des Nations unies pour le Développement est le plus bas - 188^e sur 189 pays avec des niveaux de morbidité et de mortalité parmi les plus élevés au monde, des indicateurs de santé catastrophiques, et un système de santé défaillant dû entre autre aux destructions répétées des infrastructures, la faible présence de l'Etat et l'absence d'un personnel de santé qualifié. Ainsi la couverture des services de santé de base est faible et dépend prioritairement de la présence et du financement des partenaires externes.

L'UE, dans le cadre de ses contributions au secteur de la santé, et en particulier depuis 2014 et 2020 à travers le Fonds fiduciaire Bêkou (conçu pour réduire le déficit entre besoins humanitaires et de développement), a contribué à assurer la fourniture de soins de base à environ 35 % de la population de RCA (couverture de 15 districts sanitaires sur les 35 existants), et à reconstruire le système de santé public avec un retour progressif de l'Etat à l'intérieur du pays, entre autres via de l'appui budgétaire. Le flux de financements européens au secteur depuis 2014 s'élevait à environ 20 000 000 EUR par an.

Avec la fin du Fonds Bêkou fin 2021, et dans le cadre des autres priorités identifiées dans la programmation pour 2021-2027, il a été possible d'allouer au secteur de la santé une enveloppe de 20 000 000 EUR pour 3 ans. Afin de pouvoir maintenir son impact, l'action proposée doit revoir fortement à la baisse la couverture géographique des districts sanitaires appuyés, le paquet de soins pris en charge, ainsi que l'ampleur de l'assistance technique fournie au ministère de la santé et de la population (MSP). L'impact négatif sur l'accès d'un tiers de la population centrafricaine à des services et soins de base est inévitable. Des choix difficiles, une transition accélérée avec l'approche et l'appui de Bêkou, et des gains en efficacité sont nécessaires. L'UE est en liaison avec tous les partenaires techniques et financiers (PTF) pour identifier des alternatives pour les centres de santé et hôpitaux